Les contestations sociales du développement touristique dans les Hautes-Pyrénées : le rendez- vous manqué de l'innovation territoriale ?

Sylvie Clarimont et Vincent Vlès

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/3218>

DOI : 10.4000/rga.3218

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Societal Opposition to Tourism-Related Development in the Hautes-Pyrénées: a Missed Opportunity for Territorial Innovation? - URL : <https://journals.openedition.org/rga/3258> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

Sylvie Clarimont et Vincent Vlès, « Les contestations sociales du développement touristique dans les Hautes-Pyrénées : le rendez-vous manqué de l'innovation territoriale ? », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 104-1 | 2016, mis en ligne le 26 avril 2016, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/3218> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.3218>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Les contestations sociales du développement touristique dans les Hautes-Pyrénées : le rendez-vous manqué de l'innovation territoriale ?

Sylvie Clarimont et Vincent Vlès

- 1 Le tourisme et la protection de la nature entretiennent des relations pour le moins ambivalentes. On ne saurait oublier que le tourisme a souvent été – et est parfois encore – à l'origine de la protection. Les premières associations de tourisme, fédératrices (Touring Club de France, Club alpin français) ou locales (syndicats d'initiative, groupements commerçants ou hôteliers) ont joué un rôle majeur dans l'institutionnalisation de règles de protection des sites et espaces naturels remarquables (Selmi, 2009). Plus tard, la démocratisation des loisirs des Trente Glorieuses s'est accompagnée de grandes opérations d'équipement touristique qui se souciaient peu de protection de l'environnement. En montagne, le modèle de développement touristique promu par l'État avec l'exploitation de « l'or blanc » a suscité l'émergence, dès le tournant des années 1960, de diverses formes de résistance locale où se mêlaient rejet de l'interventionnisme étatique et défense de la nature. Aujourd'hui encore, la montagne demeure le théâtre de conflits environnementaux dans lesquels l'équipement touristique conserve une place majeure. Cette permanence de la conflictualité semble paradoxale à un moment où les logiques de développement sont devenues plus endogènes et où l'État central, affaibli par plusieurs phases de transferts de compétences, est cantonné au rôle d'« animateur territorial » (Donzelot, Estèbe, 1994) ou de coordonnateur de politiques publiques dont la maîtrise lui échappe souvent. Par ailleurs, la prise en compte même partielle des principes du développement durable dans les projets touristiques (Clarimont *et al.*, 2008) devrait *a priori* limiter la contestation environnementale. Comment interpréter, dès lors, le retour des conflits autour de l'aménagement des domaines skiables : faut-il les voir

uniquement comme l'expression d'une résistance au changement, une logique réactive ou peut-on y déceler un terreau favorable à l'innovation, à de nouvelles formes de dynamique territoriale ?

- 2 L'article vise à éclairer cette question en s'appuyant sur les conflits suscités par des projets de développement touristique dans le département des Hautes-Pyrénées, département bien équipé en stations d'altitude¹ (figure 1). En combinant d'emblée la lecture des conflits autour des configurations néo-schumpétériennes de l'innovation (innovations de produit, de procédé, d'organisation), on y examine les relations entre acteurs, les postures de rejet des projets d'aménagement. La méthode de recherche mise en œuvre repose sur la collecte et l'analyse de dossiers opérationnels, Unités Touristiques Nouvelles (UTN), articles de presse, sites internet et sur 18 entretiens approfondis auprès d'acteurs politiques, institutionnels et de militants associatifs. Ces enquêtes précisent la vision des acteurs sur la dynamique de développement de leur territoire, les types de projets valorisés, la place de ces projets dans la perspective globale du développement envisagé, les enjeux et les problématiques des différents projets ou contestations, les perspectives et l'accompagnement de ces projets. Leur analyse détaillée est publiée en ligne².

Le développement touristique pyrénéen toujours en débat

- 3 La littérature scientifique portant sur la relation entre tourisme et environnement s'inscrit dans trois champs principaux : l'étude de l'impact environnemental du tourisme, celle de la perception par les communautés d'accueil de l'impact du tourisme sur leur cadre de vie, enfin, celle des mouvements collectifs en lien avec le développement touristique (Kousis, 2000). Ce dernier champ de recherche a été exploré plus tardivement que les précédents et recouvre des mobilisations de nature très diverse, en faveur ou contraires au tourisme. L'argument touristique légitime fréquemment des luttes contre l'implantation d'équipements susceptibles d'avoir un impact négatif sur la fréquentation touristique d'un lieu, du fait de leur impact paysager ou des nuisances induites par leur fonctionnement (sonores, olfactives, etc.). Si dans ces conflits d'implantation, le tourisme n'est qu'un élément parmi d'autres du discours protestataire, il peut aussi être au cœur de la dispute conduisant, dans des destinations à forte fréquentation, à mobiliser le concept de « capacité de charge touristique » (Newsome *et al.*, 2002) pour légitimer la mise en œuvre de mesures de gestion des flux (Fagence, 1990, Vlès *et al.*, 2015) ou à interroger l'intérêt général (Dredge, 2010).
- 4 En zone de montagne, les diverses formes de résistance locale au tourisme sont anciennes, très nombreuses, et souvent en opposition à la création ou au développement des stations d'altitude. L'« affaire de la Vanoise » (1969-1971), conflit suscité par le projet de la station de Val Thorens de développer, en plein cœur du Parc national de la Vanoise, le ski d'été sur le glacier de Chavière, est l'une des premières confrontations d'envergure entre les partisans de la protection de la nature et ceux de l'équipement touristique (Laslaz, 2005 ; Charvolin, 2012). S'il s'agit du conflit le mieux connu, il n'est pas le seul du genre. Dans les Pyrénées, la mise en place d'espaces protégés s'est heurtée aux projets de création ou d'extension des stations de sports d'hiver donnant lieu, au cours des années 1970, à une forte conflictualité (Parc national,

Soussouéou, Artouste, Néouvielle, etc.). À l'heure du développement durable et alors que l'on assiste à une « écologisation de la pensée » (Kalaora, 2001), la décentralisation progressive des procédures d'aménagement de la montagne depuis 1985, notamment de la procédure d'autorisation d'aménagement des UTN³, créée en 1977, était censée prévenir ou du moins amoindrir les conflits en instituant une gouvernance locale. Pourtant, force est de constater que, dans les Pyrénées, les zones limitrophes des stations de sports d'hiver demeurent des espaces dont la dispute, liée au primat de l'économie du ski (Marcelpoil, Langlois, 2006 ; Bourdeau, 2008 ; Vlès, 2014) persiste. La fin du XX^e siècle y est le théâtre de fortes mobilisations territoriales au moment où l'économie du ski y connaît de sévères remises en cause, dans un contexte de changement climatique (D'Amico *et al.*, 2013). Dans ce massif, l'obsolescence du parc d'hébergement, l'attractivité réduite (clientèle locale), la taille modeste des domaines skiables et la grande variabilité des saisons ne permettent plus aux stations de gérer de manière cohérente leur activité (Cour des comptes, 2015). En réponse à ces difficultés, les stations pyrénéennes ont toutes adopté des stratégies « d'adaptation » passant par le renouvellement du parc immobilier, le développement de la neige de culture et l'extension en altitude des domaines skiables.

Figure 1. Les stations de ski dans le massif des Pyrénées

Cartographie : Monique Morales et Vincent Vlès, 2015.

- 5 Pour ces communes au potentiel fiscal faible, les très lourds investissements dans les domaines skiables doivent être rentabilisés par l'accueil d'hypothétiques nouvelles clientèles. Les acteurs montagnards sont donc pris dans des logiques immobilières de « fuite en avant » (George-Marcelpoil, 2002 ; Bourdeau, 2009 ; Fablet, 2015). L'impact environnemental évident de ces travaux est minoré au nom de la rentabilité économique. Dans les Hautes-Pyrénées, la station de Peyragudes, bientôt suivie par Saint-Lary, a été la première, à investir massivement, dès les années 1990, dans la production de neige de culture et à s'équiper de nouvelles remontées mécaniques. Le maire de Saint-Lary, Jean-Henri Mir, justifie, en 2000, cette course à l'équipement par la nécessité de faire face à une concurrence accrue : « Il faut dans un proche avenir renforcer la garantie neige en développant la surface bénéficiant de la nivoculture et créer de nouveaux domaines skiables vers Arrouyes (...) et Aulon (...). Ensuite, il convient de doubler l'emblématique téléphérique du pic Lumière par une autre télécabine qui pourrait prendre son départ derrière les thermes qui, eux aussi, se

verront adjoindre un bâtiment complémentaire. Enfin, il convient de réhabiliter le parc immobilier de loisirs et de le restructurer – c'est-à-dire, parfois, de deux petits appartements en faire un grand – afin de répondre à la demande qui a totalement évolué » (*Sud-Ouest*, 3/02/2000). Tous ces travaux déclenchent souvent la procédure de demande d'autorisation préalable des UTN. Les débats entre détracteurs et défenseurs des projets y sont alors vifs. D'autant que l'environnement n'est plus la seule cause de la mobilisation pyrénéenne : l'apparition de déficits et d'endettements importants inquiète désormais la société civile. L'autofinancement net des stations y est très insuffisant, voire négatif. Le retour au seul équilibre d'exploitation ne paraît plus possible dans un cas sur deux (Cour des comptes, 2015). Ces facteurs alimentent un débat toujours plus argumenté, au moment de la possible suppression de la procédure UTN, où des conflits opposent élus locaux et associations de défense de l'environnement.

Des mobilisations territoriales aujourd'hui éclatées, mais efficaces

- 6 Dans ce contexte général, les conflits analysés ici présentent un certain nombre de traits communs. Faiblement médiatisés, développés à l'échelle locale (microconflits), ce sont des conflits portés par des habitants structurés en associations de défense souvent affiliées à France Nature Environnement (FNE) selon une organisation pyramidale, mais peu hiérarchisée.

Des conflits désormais faiblement médiatisés

- 7 La presse est souvent utilisée dans les recherches sur les conflits de lieux pour repérer les espaces de la dispute et les projets contestés, identifier les acteurs et les argumentaires déployés en faveur ou contre le projet, reconstituer la dynamique conflictuelle (Clarimont, 1996 ; Torre *et al.*, 2006). Le recours à cette source présente certes des biais : absence de continuité et défaut d'exhaustivité dans le traitement de l'information, sélection de certains conflits médiatisés au détriment d'autres ignorés, car supposés « moins vendeurs », présentation partielle (et parfois partielle) des points de vue, etc. Toutefois, la presse permet de mettre en évidence le mode de médiatisation des mobilisations et de renseigner sur la façon dont est « exposée » au grand public une situation conflictuelle (Clarimont, 2006, 2013). La recherche a été ici ciblée sur la base de données Europresse. Une première requête avec les mots-clés « conflit, Pyrénées et tourisme » s'étant avérée trop large et en grande partie hors-sujet (plus de 1600 articles), une nouvelle requête sur les UTN a fait apparaître une concentration des conflits dans les Hautes-Pyrénées. Elle a également révélé leur médiatisation relativement faible : l'aménagement d'une nouvelle aire d'accueil au Pont d'Espagne (commune de Cauterets) et surtout les projets d'extension de 3 domaines skiables (Saint-Lary, Piau Engaly, Grand Tourmalet) ont été les projets les plus controversés. Les archives en ligne de *La Dépêche du Midi* ont confirmé le faible écho médiatique donné à ces conflits qui ne représentent qu'une infime part des 2 158 articles consacrés aux stations de ski pyrénéennes. Au cours de la période, 55 articles sont dédiés aux UTN et à leur contestation. Leur répartition temporelle est très irrégulière avec un pic très net en 2011 traduisant la très forte mobilisation, à l'échelle du département, contre le

projet d'UTN de Piau Engaly (figure 2) qui devance nettement Cauterets, Luz et Gavarnie (figure 3).

Figure 2 : Répartition des articles sur les UTN publiés dans *La Dépêche du Midi* entre 2000 et 2015

Figure 3 : Lieux cités dans les titres des articles sur les UTN publiés dans *La Dépêche du midi* entre 2000 et 2015

- 8 Ces conflits sont donc faiblement médiatisés. En effet, ici le lien entre les opposants à certaines formes de développement touristique et la presse régionale apparaît plus ténu qu'ailleurs. La phase d'expansion des stations pyrénéennes fut peu propice à l'expression d'une parole médiatique critique : « Toute *La Dépêche* avait sa carte de circulation à Saint-Lary, tous les gens de l'administration avaient une carte, ils s'en servaient ou pas, mais il était difficile à un journaliste de venir gratuitement le week-end à Saint-Lary et de faire un article le lundi en disant "Monsieur Mir, vous allez trop loin" » (Entretien président de l'ADPSG, Association pour la défense et la protection des

vallées pyrénéennes de Saux et de la Gélà, 4/07/2014). Face à une « presse locale verrouillée », ce sont les médias nationaux, presse écrite et télévision, qui, dans les années 1980, ont commencé à s'inquiéter de l'impact de l'activité touristique sur l'environnement et ont offert à certains militants protestataires une tribune médiatique : « Moi j'ai eu la chance de connaître des journalistes, qui sont devenus des copains, qui ne sortaient plus d'ici après, et après, quand il y avait des problèmes, la télé venait ; et après la presse est obligée d'arriver (...) ; autant c'était vissé de partout, Sud-Ouest, la Dépêche, etc., autant après, quand la télé est devenue indépendante, ils ont été obligés de suivre » (président ADPSG). Aujourd'hui, la presse régionale se constitue plus facilement en relai – éphémère – de la protestation.

- 9 À l'ère du numérique, la réussite d'une mobilisation est autant liée à son écho journalistique qu'à sa capacité à s'exposer sur la toile et les réseaux sociaux. Les opposants l'ont compris et, s'efforcent de se doter rapidement d'un site dédié ou d'un blog. Pour l'ADSPG, le site mis en place aussitôt après la création formelle de l'association devient « un moteur du combat ». Plus modestement, les associations Echocitoyen (Luz) et Cauterets Devenir ont chacune ouvert un blog régulièrement alimenté par les militants, « une tribune libre où des points de vue différents peuvent s'exprimer et où les inquiétudes de chacun par rapport à l'avenir de la planète n'ont pas lieu d'être occultées » (<http://echocitoyen-luz.org>, 20/10/2011). Sites et blogs ont permis non seulement de diffuser l'information relative au projet contesté, mais aussi de recueillir des signatures, d'obtenir des avis d'expert et des commentaires contre les projets d'extension et de liaison des domaines skiables.

Un mouvement associatif local et principalement protestataire

- 10 Les conflits autour du développement touristique correspondent à des mobilisations d'ampleur limitée qui relèvent plus du conflit de proximité que de macro ou mésoconflits. Ces conflits débordent rarement l'espace valléen. L'espace de mobilisation est celui du projet. Le conflit est centré sur la défense d'un « intérêt local ponctuel » (Lascoumes, 1994). La plupart de ces conflits ont donné lieu à la création d'une association circonstancielle, plus rarement à la réactivation d'une association de veille (Association Réfléchir Proposer Agir pour le Louron, ARPAL). Par leur intégration dans un réseau plus large, ces associations ont gagné en légitimité et en capacité d'expertise. Mais peu parviennent encore à déployer une stratégie de montée en généralité bien maîtrisée c'est-à-dire une « capacité à mettre en rapport des choses particulières et des entités générales qui caractérise les instruments de justification légitime que se sont forgés les communautés politiques » (Lafaye, Thévenot, 1993). Globalement, ces associations peinent à élargir leur échelle d'intervention et à nouer des contacts avec des associations similaires, dans les Pyrénées ou ailleurs. Elles se revendiquent avant tout comme « locales », au sens plein du terme : elles sont l'émanation d'une population revendiquant son identité montagnarde. Ce localisme n'est pas nouveau, il apparaît dès les premiers combats des années 1970 : « (...) j'avais monté une association, mais que de gens de Saint-Lary, parce qu'on ne combattait que ce que faisait Saint-Lary ; on était très, très localisés » (président ADPSG). En janvier 2011, la création de l'association « Sauvons La Gélà » reprend le même mode opératoire. L'Assemblée générale constitutive ne regroupe « que les gens de la vallée », et malgré un élargissement tardif à des « extérieurs », la prise de décision appartient aux « gens de la vallée ». D'ailleurs, l'enjeu du combat est souvent politique : il s'agit de conquérir

le pouvoir municipal. En 2014, les associations Cauterets Devenir et Echocitoyen, opposées à la liaison Luz-Cauterets, ont conduit des listes dans chacune des deux stations. L'une est parvenue à l'emporter à Luz-Saint-Sauveur, l'autre a obtenu trois élus à Cauterets.

Une organisation pyramidale non hiérarchique

- 11 Ces associations sont très cloisonnées, leurs liens sont ténus et elles ne développent guère de relations avec les mouvements écologistes présents sur le versant espagnol. En 2011, deux associations ont ainsi été créées pour lutter contre le projet de liaison Luz-Cauterets ; celles-ci ont ponctuellement travaillé ensemble, mais dans la différence. La plupart des associations ont fait le choix d'une affiliation à FNE 65, association de veille généraliste, tout en conservant une large autonomie financière et organisationnelle. Au début de l'année 2013, FNE 65 regroupait 23 « associations locales » ou « territorialisées » dont une minorité dans les Pyrénées, mais sa notoriété demeure faible auprès du grand public ce qui expliquerait la non-affiliation de certaines associations (Echocitoyen, à Luz par exemple) : « C'est pas nécessairement des refus de la part des gens, c'est qu'y connaissent pas, y savent pas ! FNE a beau avoir 40 ans ou 41 ans sur le département, être connue des élus pour être des enquiquineurs, des gens qui viennent casser des projets, mais dans le grand public, on n'est pas connu » (Entretien président FNE 65, 1/12/2014). Le choix de l'affiliation à FNE est souvent plus pragmatique qu'idéologique. Les affiliés n'ont souvent qu'une connaissance limitée de la cause environnementale. Ils éprouvent des sympathies politiques parfois assez éloignées de l'écologie politique et leur engagement peut être motivé par des raisons autres que la stricte défense de l'environnement : « Notre association attire de plus en plus des adhérents qui ont des intérêts économiques » (entretien responsable montagne FNE 65, 11/03/2014).
- 12 Le soutien de FNE 65 est précieux et permet aux associations locales de bénéficier des conseils et du savoir-faire de la fédération départementale en matière de lutte environnementale, de se former plus rapidement au fonctionnement de l'administration française et au droit de l'environnement. Ainsi l'association Cauterets Devenir a-t-elle beaucoup appris sur le plan juridique : « On les a beaucoup aidés avec la connaissance des textes légaux, de l'urbanisme » (*Ibid.*). Malgré des moyens économiques et humains limités, FNE 65 met en cohérence le mouvement associatif départemental et joue un rôle majeur d'apprentissage institutionnel et d'initiation à la politique en tant qu'art de gérer les affaires publiques. L'association départementale réalise une mission de veille constante et, par sa participation à de nombreuses instances dont la Commission départementale des sites, perspectives et paysages, par son intégration à des réseaux nationaux, elle est aussi en mesure de remplir une fonction d'alerte. Elle dispose enfin d'une pratique éprouvée du contentieux judiciaire parvenant souvent à obtenir l'annulation d'UTN. Il lui arrive ainsi d'intervenir dans une vallée de façon concomitante à l'action engagée par l'une de ses associations locales (par exemple, en vallée du Louron avec l'ARPAL, association affiliée à FNE, qui a engagé une procédure autonome de contestation des PLU révisés pour permettre le passage d'un futur téléporté). Par cette résistance solide, organisée et dotée de compétences juridiques associations départementale et locales tentent donc de contrecarrer certains projets de développement en jouant désormais plus sur la légalité que sur le conflit

ouvert : c'est une grande différence avec les modes opératoires « de masse » des années 1970.

- 13 Cette capacité de résistance entraîne souvent la paralysie de projets : « Il y a des associations de protections de la nature qui attaquent chaque fois, mais c'est normal : la procédure est normale ; ce sont des contre-pouvoirs utiles. Il faut que ce soit constructif ; par contre... sur certains territoires, rien n'avance... » (entretien CG65, 11/07/2013). La station de Piau Engaly est d'ailleurs confrontée au blocage systématique de toutes les procédures d'urbanisme par une association « Aragnouet-Piau Engaly-Avenir », créée en 1994, qui milite pour un « respect raisonné de l'environnement et un développement harmonieux pour tous les projets de construction ou de réhabilitation » (<http://www.piau-avenir.fr/>). Elle a obtenu l'annulation en 2012 du PLU de la station et en juillet 2013, celle des deux permis de construire délivrés pour la construction du centre aqualudique Edeneo, construit, mais désormais en situation illégale. En revanche, cette association spécialisée dans le domaine de l'urbanisme a laissé le champ libre à une association, nouvelle, l'ADPSG, pour contester le projet d'extension du domaine skiable.

Le projet d'extension de Piau Engaly une mobilisation locale ambiguë

- 14 Impulsé par le gouvernement régional de l'Aragon (Espagne), soutenu par le Conseil général des Hautes-Pyrénées et développé exclusivement sur le versant français des Pyrénées, le projet de liaison entre le tunnel routier d'Aragnouet/Bielsa et le domaine skiable de Piau Engaly est remarquable pour sa contestation. Approuvé par le conseil municipal de la commune d'Aragnouet en décembre 2010, il a donné lieu à la constitution d'un dossier de demande d'autorisation d'UTN, objet d'une forte mobilisation locale, qui l'a fait échouer.

Un projet transfrontalier impulsé par l'Aragon, mais porté par la commune d'Aragnouet

- 15 Ce projet transfrontalier a été conçu et financé par l'Aragon pour rentabiliser l'hébergement touristique du Sobrarbe, zone de montagne dépourvue de stations de sports d'hiver en raison de l'exposition très défavorable à l'enneigement (Dianeige *et al.*, 2010). Le gouvernement d'Aragon a donc imaginé d'améliorer l'accès aux domaines de ski français de Piau Engaly déjà accessible par le tunnel routier transfrontalier d'Aragnouet-Bielsa. Pour « capter plus facilement la clientèle espagnole », le projet prévoyait un parking à la sortie du tunnel, deux télésièges débrayables et une télécabine traversant deux vallées vierges de toute empreinte humaine pour rejoindre « directement » la station intégrée de Piau Engaly (figure 4). Il prévoyait également la création d'un domaine skiable supplémentaire de 42 hectares et 10 km de pistes dans ces deux vallées. Des équipements « complémentaires » étaient envisagés « pour assurer la fonctionnalité du site ». Les avantages avancés : « un gain de notoriété de pénétration en Espagne », « des perspectives économiques renforcées pour l'ensemble des acteurs touristiques de la vallée grâce à ce gain de notoriété », un « meilleur remplissage du domaine skiable de la station avec de la clientèle hébergée dans la vallée du Sobrarbe⁴ » (Dianeige *et al.*, 2010). Pour la commune gestionnaire, le projet se

présente comme une aubaine pour attirer de nouvelles clientèles étrangères (communiqué maire d'Aragnouet, 20/01/2011).

Figure 4 : la station de Piau Engaly

Photo V. Vlès, juillet 2006

Un projet d'aménagement contesté

- 16 Peu après la publication du projet, dès janvier 2011, l'ADPSG est créée par une coalition hétéroclite d'acteurs (éleveurs, chasseurs, accompagnateurs et guides de montagne, Amis du Parc national des Pyrénées) avec pour but « la protection et la préservation de la nature, l'environnement et le cadre de vie des vallons de Saux et de la Géra, mais non exclusivement » (Statuts, art. 2). Elle bénéficie du soutien de *Mountain Wilderness* et est affiliée à FNE 65. La présidence de l'association est confiée à un ancien militant initié à la contestation par les fondateurs de la SEPANSO qui, dans les années 1970, s'était illustré dans la lutte pour la préservation du massif de Néouvielle, menacé par un projet de liaison de domaines skiables, et de route. Homme du pays, solidement enraciné en vallée d'Aure, il endosse avec fierté le rôle de « chef de troupe » d'« une armée de volontaires » d'une quarantaine de personnes déterminées qu'il « suffisait simplement de téléguider » (président ADPSG).
- 17 Le mode opératoire de l'ADPSG est assez classique : exposition dans les médias, sur internet et dans l'espace public avec des banderoles hostiles au projet, pétition (en ligne et papier). Son argumentaire se déploie à plusieurs niveaux : écologique bien sûr avec la dénonciation de l'impact écologique et paysager d'un projet « contre nature » mettant en péril « tous les fragiles écosystèmes du milieu montagnard » (<http://www.sauvons-la-gela.org/>) de la vallée de la Géra (figure 5), mais aussi politique, technique et économique. L'ADPSG dénonce le déficit patent de concertation sur ce projet, évoquant le « déni de démocratie » : le projet a été rendu public tardivement suscitant la surprise et la suspicion des habitants : il « arrivait au but, en cachette. Les

gens n'ont pas apprécié. C'est leur montagne ! ». Elle remet en cause l'expertise technique du projet : « 3 pistes, 100 millions d'euros⁵, c'est hors de prix, ce n'est pas faisable. Quand on sait où est l'implantation de la future télécabine avec des pentes comme ça, donc il faut des pylônes de 40 m de haut, revenir au col, des terrains friables, plus 250 m sur la vallée comme ça. C'est une vallée avec du vent fort. Quel est le fou de l'administration qui va donner sa signature pour faire un truc comme ça ? » (président ADPSG). Pour autant, la contestation n'est pas dépourvue d'arrière-pensées. L'ADPSG regroupe principalement des habitants de la basse vallée soucieux de défendre leurs intérêts et qui ne sont pas farouchement hostiles à l'économie du ski dont beaucoup dépendent (son président est d'ailleurs propriétaire d'un caravaneige). Ils craignent en fait que la réalisation du projet n'entraîne une évacuation de la clientèle espagnole présente à Saint-Lary : « Autant que les Espagnols viennent chez nous plutôt que de leur payer un parking (30 000 m² payés par le contribuable français) qui va coûter une fortune, ils vont nous saloper notre montagne qui ne leur appartient pas (...). On a prêché pour notre paroisse en disant : nous, on a la capacité, toutes les structures pour les accueillir, alors qu'en face il n'y a rien (...). Arrêtons, quoi ! » (président ADPSG). Ce conflit local contre l'extension du domaine skiable de Piau Engaly n'est pas seulement un conflit pour la préservation d'une vallée relativement vierge, aux marges du Parc national des Pyrénées, il traduit l'ambiguïté des positions dans un système territorial de concurrence entre les vallées, les stations dans un marché du ski tendu et à l'avenir incertain.

Figure 5 : le vallon de la Géla

Photo V. Vlès, septembre 2015)

Conclusion

- 18 Les conflits récents autour du développement des sports d'hiver, dans les Hautes-Pyrénées, mettent en évidence le caractère local et très enraciné de la contestation.

Pour autant, les registres de légitimation et les formes d'expression de cette contestation sociale ne peuvent pas être interprétés comme une simple réaction de type NIMBY (Trom, 1999). Les ressorts de la mobilisation locale pour la défense du paysage pyrénéen montrent que s'il s'agit bien de conflits autour de la valeur de la nature (Lahaye, 2007), ils comportent d'autres facteurs d'engagement. L'entrée en contestation est pluricausale et complexe : volonté de protéger un espace montagnard parcouru depuis l'enfance et fortement investi affectivement et de conserver certaines formes de pratiques de cet espace, désir de sauvegarder l'emploi local, etc. L'examen de la dynamique conflictuelle – entendue ici au sens large comme « le processus qui va du déclenchement de l'action jusqu'à l'éventuelle résolution » (Mormont, 2006) – met en évidence le rôle déterminant de l'exposition médiatique et de l'activation des réseaux (sociaux, numériques) dans l'échec ou la réussite de la mobilisation. Si les contestations d'aujourd'hui révèlent l'importance nouvelle de l'action juridique, elles semblent plus locales et spécialisées que les luttes des années 1970 : aux mouvements de masse ont succédé les réseaux numériques et le savoir-faire juridique. Caractérisée par une logique réactive, on peine à déceler dans ces mouvements un terreau porteur de propositions et d'innovation territoriale. Cette incapacité des contestataires à impulser une « transition touristique » semble liée à la résilience d'un modèle économique qui, en dépit de ses difficultés, demeure fondé sur un modèle de développement productiviste qui porte l'économie locale et tous ses acteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- Atout France, 2013.– *Stations touristiques et espaces naturels*, Paris, Atout France / DATAR / Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.
- Bourdeau Ph., 2009.– « De l'après-ski à l'après-tourisme, une figure de transition pour les Alpes ? Réflexions à partir du cas français », *Revue de géographie alpine / Journal of Alpine Research*, n° 97-3, 9, consulté le 12 mai 2014. URL : <http://rga.revues.org/1049>.
- Bourdeau Ph., 2008.– « Les défis environnementaux et culturels des stations de montagne », *Téoros*, n° 27-2, pp. 23-30.
- Charvolin F., 2012.– « L'affaire de la Vanoise et son analyste. Le document, le bouquetin et le parc national », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 1-113, pp. 82-93.
- Clarimont S., 1996.– Conflits pour l'eau dans le bassin de l'Èbre, *Revue Espace rural*, n° 36, pp. 63-114.
- Clarimont S., 2006.– « Partager les eaux de l'Èbre. La presse régionale aragonaise contre les projets de transfert », *Dossier des Mélanges de la Casa de Velázquez – Nouvelle série, Le partage de l'eau (Espagne, Portugal, Maroc)*, Patrice Cressier, Fabienne Wateau [dir.] n° 36-2, pp. 149-170.
- Clarimont S., 2013.– « La patrimonialisation des espaces naturels en débat : la réforme du Parc national des Pyrénées (France) », *Vertigo – La revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Hors-série n° 16 / juin 2013, consulté le 25 juin 2015. URL : <http://vertigo.revues.org/13549>.

- Clarimont S., Vlès V., 2008.– *Tourisme durable en montagne : entre discours et pratiques*, Paris, Afnor.
- Cour des comptes, 2015.– *L'avenir des stations de ski des Pyrénées : un redressement nécessaire, des choix inévitables*, Paris, Cour des Comptes.
- D'Amico F., Bardonnnet A., Delzon S., Michalet R., Vlès V., 2013.– « La montagne », in Le Treut H. (ed.), *Les impacts du changement climatique en Aquitaine*, Collection « Dynamiques Environnementales-A la croisée des sciences », Presses Universitaires de Bordeaux et LGPA-Editions, pp. 211-233.
- Dianeige, Amidev, Contours, RTM, 2010.– *Demande d'autorisation d'Unité Touristique Nouvelle. Domaine skiable de liaison entre le tunnel routier d'Aragnouet/Bielsa et le domaine skiable de Piau Engaly*, 5 chapitres, 353 p.
- Donzelot J., Estèbe Ph. (eds), 1994.– *L'État animateur : essai sur la politique de la ville*, éditions Esprit.
- Dredge D., 2010.– « Place change and tourism development conflict: Evaluating public interest », *Tourism Management*, n° 31-1, pp. 104-112.
- Fablet G., 2015.– *Entre performance de l'outil de production et pérennité de l'outil d'aménagement : le dilemme immobilier dans les stations nouvelles d'altitude*, Thèse de doctorat en urbanisme, mention aménagement, Université de Grenoble, UMR PACTE.
- Fagence M., 1990.– « Geographically-referenced planning strategies to resolve potential conflict between environmental values and commercial interests in tourism development in environmentally sensitive areas », *Journal of Environmental Management*, n° 31-1, pp. 1-18.
- George-Marcelpoil E., 2002.– « Les systèmes d'acteurs des stations de montagne », in *Quelles stations au 21^{ème} siècle ?* Courchevel, 9-10 décembre 2002, FACIM, Editions Compac't.
- Kalaora B., 2001.– « À la conquête de la pleine nature », *Ethnologie française*, n° 31-4, pp. 591-597.
- Kousis M., 2000.– « Tourism and the environment: a social movements perspective », *Annals of Tourism Research*, n° 27- 2, pp. 468-489.
- Lafaye C., Thévenot L., 1993.– « Une justification écologique ? Conflits dans l'aménagement de la nature ». *Revue française de sociologie*, pp. 495-524.
- Lahaye N., 2007.– « La dimension conflictuelle de la valorisation touristique d'un espace naturel protégé : le cas du Mont Orford », *Téoros*, n° 26-2, pp. 46-52.
- Lascoumes P., 1994.– *L'éco-pouvoir - Environnements et politiques*, Paris, La Découverte.
- Laslaz L., 2005.– *Les zones centrales des parcs nationaux alpins français (Vanoise, Ecrins, Mercantour) : des conflits au consensus social ? Contribution critique à l'analyse des processus territoriaux d'admission des espaces protégés et des rapports entre sociétés et politiques d'aménagement en milieux montagnards*. Thèse de doctorat en géographie, Chambéry, Université de Savoie, UMR EDYTEM.
- Marcelpoil E., Langlois L., 2006.– « Protection de l'environnement et développement touristique en station : du conflit à l'organisation des proximités », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier n° 7 - 2006, consulté le 12 mai 2014. URL : <http://developpementdurable.revues.org/2660>
- Mormont M., 2006.– « Conflit et territorialisation », *Géographie, économie, société*, n° 8-3, pp. 299-318.
- Newsome D., Moore S., Dowling R., 2002.– *Natural area tourism*, Collection Aspects of Tourism, Channel View Publications.

Selmi A. 2009.– « L'émergence de l'idée de parc national en France », in Larrère R., Lizet B., Berlan-Barqué M. [eds.] *Histoire des parcs nationaux. Comment prendre soin de la nature ?*, Éditions Quae, pp. 43-58.

Trom D., 1999.– « De la réfutation de l'effet Nimby considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue française de science politique*, n° 49-1, pp. 31-50.

Vlès V., 2010.– « Du moderne au pastiche : questionnement sur l'urbanisme des stations de ski et d'alpinisme, *Mondes du tourisme*, n° 1, pp. 39-48, consulté le 25 juin 2015. URL: <http://www.revue-espaces.com/librairie/7743/urbanisme-architecture-stations-sports-hiver-stations-montagne.html>

Vlès V., 2014.– *Métastations. Mutations urbaines des stations de montagne. Un regard pyrénéen*, Presses universitaires de Bordeaux, Collection Le territoire et ses acteurs.

Vlès V., Vlès V., Clarimont S., Hatt E., Bénos R., Piriou J., Moulinié V., Bessière J., Torrente P., 2015.– *Impacts des mesures de préservation des grands sites naturels*, Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, ministère du Logement et de l'Égalité des Territoires, Plan urbanisme construction architecture, APR 2014 « Les sites exceptionnels : quelle contribution au développement local ? 16 p. En ligne : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01184808>

NOTES

1. Bien que les Pyrénées ne représentent que 10 % du marché du ski français, ses stations de sports d'hiver jouent un rôle important dans l'économie locale. Le département des Hautes-Pyrénées tire 50 millions d'euros de chiffre d'affaires des remontées mécaniques soit la moitié du CA total du massif (Atout France, 2013) et compte trois des domaines skiables pyrénéens les plus fréquentés : Saint-Lary, Le Grand Tourmalet et Peyragudes. Il abrite également quelques stations plus modestes (Hautacam, Cauterets, Gavarnie, et Piau Engaly, seule « station intégrée » du massif, située dans le territoire communal d'Aragnouet.
2. Logiques, positions des stakeholders, grille d'entretiens et liste exhaustive des entretiens sont disponibles sous copyright à l'adresse : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01249223>
3. Article L.145-9 du Code de l'urbanisme.
4. Avec 265 000 journées skieurs seulement en 2010, la station de Piau Engaly qui fut l'une des toutes premières dans les années 1980 n'arrive qu'à la 9^e place des 13 stations des Pyrénées occidentales et centrales, versants Nord et Sud confondus. Elle est confrontée à de graves difficultés.
5. Le chiffre mis en avant par le président de l'association peut sembler exagéré, le montant estimé de l'opération étant de 54 millions d'euros.

RÉSUMÉS

Dans les Pyrénées, la décentralisation des procédures d'autorisation des projets pouvait laisser penser que l'extension des stations de ski était davantage en prise avec les sociétés locales, les

conflits mieux anticipés, relevant du passé. Il n'en est rien : la contiguïté entre des espaces fortement artificialisés dédiés à la pratique des sports de glisse et des espaces à haute valeur environnementale et paysagère continue de provoquer de nombreux conflits, assez peu médiatisés, mais disposant d'une réelle capacité de blocage. Car les associations qui mobilisent aujourd'hui ont changé d'outils, de modes opératoires et leur contre-pouvoir est devenu une réalité indéniable. Offrant une « résistance solide, organisée et dotée de compétences juridiques », elles contrecarrent les projets de développement qu'elles jugent préjudiciables par la voie de la légalité, abandonnant les mobilisations de masse : c'est une différence notable avec les modes opératoires antérieurs. Mais, contrairement aux mouvements des années 1970, ces mouvements associatifs restent locaux, animés par « des gens de la montagne », pragmatiques et peu hiérarchisés. Certaines mobilisations locales sont même parfois ambiguës, car elles regroupent des acteurs très hétéroclites, souvent juges et partis dans l'économie locale. Caractérisées par une posture protestataire, rares sont les associations qui parviennent à sortir du registre d'opposition pour proposer des alternatives, et par là initier de l'innovation territoriale.

In the Pyrenees, the decentralised manner in which planning permission is awarded to projects might give the impression that the expansion of ski resorts is now more attuned to the concerns of local people, with potential conflicts handled more effectively than they were in the past. The reality is in fact quite different: The direct proximity of highly artificial spaces dedicated to winter sports with zones of exceptional environmental and natural importance continues to produce many conflicts; however, these receive relatively little media attention, but they have the potential to block development. Today's anti-development associations are using new tools and methods, and their ability to counter proposed projects is undeniable. Presenting a resistance that is "solid, well-organised and backed up by legal expertise", they use legal channels to campaign against projects they consider to be harmful, and they eschew mass demonstrations. This marks a clear break from previous approaches. Unlike the protest movements of the 1970s, these citizens' associations remain pragmatic, non-hierarchical and local, led by 'mountain folk'. Some local campaigns are ambiguous in nature and bring together a highly diverse array of stakeholders with interests in the local economy. Protest groups first and foremost, these associations rarely transcend their oppositional stance to propose real alternatives and become a force for territorial innovation.

INDEX

Mots-clés : conflits, développement touristique, station, innovation territoriale, Hautes-Pyrénées

Keywords : conflict, tourism development, ski resort, regional innovation, Hautes-Pyrénées

AUTEURS

SYLVIE CLARIMONT

Maître de conférences, HDR en géographie et aménagement. Université de Pau et des Pays de l'Adour. Laboratoire SET / UMR 5603 CNRS / UPPA.

Courriel : sylvie.clarimont@univ-pau.fr

VINCENT VLÈS

Professeur des universités en aménagement et urbanisme. Université Toulouse-Jean Jaurès.

Laboratoire CERTOP/UMR 5044/CNRS/UT2J/UPS

Courriel : vincent.vles@univ-tlse2.fr